

le Journaliste
Jean Michel LOBRY

**ALLOCUTION DE MONSIEUR
PIERRE MAUROY
EN CLOTURE DU COLLOQUE
" LE LOGEMENT
OUTIL D'INSERTION ",
ORGANISE A L'OCCASION
DU 10ème ANNIVERSAIRE D'OSLO
HOTEL DE VILLE
(JEUDI 2 OCTOBRE 1997)**

Monsieur Xavier EMMANUELLI,
^{MINISTRE}
**ancien Secrétaire d'Etat à l'Action
Humanitaire d'urgence, Président du
Haut-Comité pour le Logement,**

**Mesdames et Messieurs les
Intervenants et Participants au Colloque,**

**Monsieur Patrick KANNER, Adjoint
au Maire, délégué à l'Action Sociale,
Président délégué d'OSLO,**

UMBERTO BATTIST
Vice Président du
Conseil Régional.

Monsieur ALAIN CACHEUX, Député, adjoint au Maire

Monsieur le Représentant du Conseil Général,

Daniel BARBAROSSA
Conseiller municipal

**Monsieur Serge SAMYN, Directeur
d'OSLO,**

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'accueillir à l'Hôtel de Ville et de saluer Monsieur Xavier EMMANUELLI, ainsi que les nombreux experts qui sont intervenus tout au long de cette journée de débats et de réflexion organisée à l'occasion du 10ème anniversaire d'OSLO.

Je veux également saluer tout particulièrement les habitants de Lille qui ont accepté de témoigner publiquement de leur expérience personnelle de l'insertion par le logement, ainsi que les représentants des organismes, associations et institutions territoriales partenaires de la Ville de Lille dans ce domaine.

La nécessité de me rendre aujourd'hui à Bruxelles ne m'a pas permis d'assister à l'ensemble de cette journée, mais j'ai expressément tenu à vous rejoindre maintenant, pour la clôture de ce colloque consacré au " Logement, outil d'insertion ", et pour l'ouverture de l'exposition que nous allons visiter dans quelques instants.

Je n'ai pour ma part certainement pas oublié dans quelles conditions nous avons créé OSLO en 1987, car j'ai encore parfaitement en mémoire le retentissement de cette initiative de la Ville de Lille.

Nous avions en effet décidé, avec Bernard Roman, qui avait à cette époque en charge la Délégation aux Affaires Sociales, de recevoir simultanément, en quelques jours, l'ensemble des familles lilloises confrontées à des difficultés dans le paiement de leur loyer.

Plusieurs élus et fonctionnaires de la Ville se sont mobilisés pendant la première semaine du mois de juillet 1987, qui est pourtant une période généralement propice aux congés.

Huit cent trente-sept familles ont alors été invitées à rencontrer un interlocuteur à l'Hôtel de Ville, et à lui exposer précisément leur situation. Trois cents se sont immédiatement présentées, et environ 300 autres ont réglé directement leur dette auprès de l'Office HLM.

Quant aux familles qui, pour diverses raisons, n'avaient pu répondre à cette invitation - je dis bien invitation, et non convocation - nous avons été frappés de voir que la plupart d'entre elles avaient repris contact par la suite pour s'excuser ou reprendre un rendez-vous. Le bouche à oreille avait fonctionné et cette action avait été perçue plus que positivement.

Voilà comment OSLO, dès le début, a fait la preuve de son efficacité et de sa légitimité.

En créant OSLO il y a 10 ans, la Ville de Lille avait d'abord eu la volonté de répondre à une difficulté ponctuelle, le problème des impayés de loyer, qui se manifestait de plus en plus régulièrement, dans un contexte de crise économique et sociale aux conséquences multiples.

Ainsi que vous le savez, l'Organisme Social du Logement de la Ville de Lille a d'ailleurs été le premier fonds d'aide aux impayés de loyer géré en France par une Municipalité.

La longue et riche expérience lilloise en matière sociale justifiait certainement cette innovation, dans une ville où le problème du logement s'est constamment posé jusqu'à nos jours, de façon plus ou moins aigue.

La rénovation de l'habitat collectif, la construction de logements sociaux, ainsi que le programme plus récent de rénovation des courées lilloises ont été entrepris dès les années cinquante, au cours du mandat de mon prédécesseur, Monsieur Augustin Laurent, et se sont inscrits dès cette époque dans l'ensemble de la politique sociale municipale, car cela répondait à une volonté forte des élus lillois.

J'ai souhaité pour ma part accentuer encore cet effort, à un moment où Lille engageait des projets tertiaires ambitieux, et abordait une nouvelle étape de son développement.

La politique de logement menée dans notre ville depuis une quinzaine d'années a donc toujours privilégié l'amélioration de l'habitat et recherché également la mixité sociale, en luttant activement contre la spéculation foncière.

Elle a également refusé, et continuera de refuser, la création insidieuse de ghettos, de quartiers-dortoirs, cumulant les situations difficiles.

C'est évidemment aussi le sens de l'effort considérable mené depuis quelques années pour recréer des artères commerçantes, faire revenir des activités de toute nature dans certaines parties de Lille, et amener les habitants à se réapproprier leur environnement, à en être fiers.

Nombre d'entre vous ici le savent, c'est une oeuvre de longue, parfois même de très longue haleine, mais dont les résultats sont déjà visibles, par exemple à Wazemmes, et de plus en plus à Moulins ou aux Bois-Blancs.

Lorsque je repense à la situation que j'ai découverte dans le Vieux-Lille au début des années 70, et aux bidonvilles que j'ai dû faire disparaître aux Dondaines à cette époque, je me dis que beaucoup a été fait.

Pourtant, en la matière, rien n'est jamais acquis, dans la mesure où le climat économique et social général pèse fortement sur le logement, qui reste aujourd'hui le poste essentiel de dépenses des familles, d'autant plus lorsqu'elles sont mono-parentales.

L'évolution de l'OSLO, depuis 10 ans, le montre bien: d'un fonds communal d'aide aux impayés de loyer, il s'est en effet progressivement transformé en un véritable outil d'insertion par le logement, de plus en plus ouvert à des partenaires institutionnels, associatifs et sociaux, avec le concours de l'Etat.

Son bilan, qui vous a été présenté aujourd'hui, est à mes yeux exceptionnel, et à ce titre, je veux saluer Patrick Kanner, son Président délégué.

La compétence reconnue de Patrick Kanner en matière d'action sociale s'exerce depuis plusieurs années au service de la Ville, du Centre Communal d'Action Sociale et du Crédit Municipal de Lille.

Elle lui a valu d'être appelé il y a quelques mois à la Présidence de l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale de France.

J'associe naturellement à la réussite d'OSLO ^{S. 508} Michel Samyn, directeur de l'Organisme, dont l'action est toujours inventive et réfléchie, ainsi que l'ensemble de ses collaborateurs.

Ils ont su relever un à un des défis qui ne manquent pas, dans un secteur aussi sensible: accueillir, écouter, orienter et responsabiliser, en ne perdant jamais le fil de l'ambition initiale, qui est bien de construire avec son interlocuteur une réelle insertion dans la cité, grâce au logement.

A ce titre, des dénominations telles que " Réinventer le logement social " ou " Les Clefs privées de la solidarité ", ne sont pas neutres. Ces dispositifs, créés en 1991 et en 1992 dans la continuité du développement d'OSLO, ont, chacun dans leur domaine de compétence, élargi la vocation première de l'organisme.

Ils ont logiquement préparé la transformation du Fonds d'aide aux impayés de loyer en Fonds Local du fonds de solidarité-logement, ainsi que l'émergence du Service d'accueil et de

réintégration par le logement, et de la Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale, dont les activités ont débuté cette année.

Un organisme qui a reçu en 10 ans plus de 10.000 personnes, et a permis à près de 2500 Lillois défavorisés d'éviter une expulsion ou de bénéficier d'un logement, ainsi que d'un accompagnement social, tout en parvenant à mobiliser 15 millions de Frs, n'est plus à mon sens un simple "laboratoire ", mais un modèle.

J'emploie ce mot à dessein, puisque l'expérience d'OSLO, vous le savez, a inspiré en partie la Loi Besson de 1990 sur le logement.

Je suis certain que l'action que mène à nouveau Louis Besson au sein du Gouvernement de Lionel Jospin, et notamment son futur projet de loi relatif

à la prévention et la lutte contre l'exclusion, trouveront encore auprès d'OSLO d'utiles enseignements.

Je pense plus particulièrement au travail innovant que mène la Ville de Lille en matière de lutte contre les logements vacants, et qui a récemment débouché sur la signature de conventions avec plusieurs bailleurs privés, qui ont accepté de louer leur bien en échange d'une réhabilitation.

Je tiens d'ailleurs à les en remercier publiquement, en souhaitant que d'autres propriétaires suivent cet exemple.

Le dispositif " Emploi-jeunes " récemment mis en oeuvre par le Gouvernement, à l'instigation de Martine Aubry, aura certainement un effet bénéfique sur ces initiatives, dans la

mesure où il permettra de conjuguer un accès à l'activité professionnelle et l'insertion sociale par le logement.

Mais je pense encore au nouveau projet d'OSLO, qui veut maintenant créer une Ecole du locataire, dont l'ambition sera en quelque sorte l'apprentissage de l'accès et du maintien harmonieux dans un logement, sous tous ses aspects pratiques mais également dans le respect de ses droits et de ses devoirs.

OSLO n'a pas fini d'innover. Ses compétences désormais multiples ont vocation à être utilisées par d'autres communes, par d'autres partenaires, attachés eux-aussi à la construction d'une société où l'accès au logement sera partie intégrante de la citoyenneté.

Ce combat est loin d'être achevé dans notre pays. Lille continuera en tout cas d'être un modèle en la matière.